

Table des matières

Victor Serge et la IV ^e Internationale.....	2
[« Faut-il entrer dans le P.S.O.P. ? »].....	3
S.O.S. - La Situation en France.....	6
[Il faut un nom révolutionnaire].....	8
Un dialogue politique.....	10
La mission de la F.I.A.R.I.....	14
La bourgeoisie juive et la lutte révolutionnaire.....	16
L'appel aux bourgeois et intellectuels juifs.....	18
La Voie de l'Avant-Garde révolutionnaire en France.....	19
Lénine et la Guerre impérialiste.....	22
Au Pilon !.....	27
Une leçon de plus.....	29

Victor Serge et la IV^e Internationale

(2 janvier 1938)

Article (T 4479), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

Quelques amis nous ont demandé quel est l'état des relations de Victor Serge avec la IV^e Internationale. Nous sommes obligés de répondre que ce sont celles d'un adversaire. Depuis sa sortie d'Union soviétique, Victor Serge n'a pas cessé de changer de position. On ne peut définir son attitude politique autrement que par « le changement permanent ». Sur aucune question il n'a présenté de positions claires ou distinctes, de répliques ou d'arguments. En revanche, il a invariablement soutenu ceux qui quittaient la IV^e Internationale, que ce soit à droite ou à gauche.

À la surprise générale, Victor Serge a déclaré dans une lettre officielle qu'il rejoignait le P.O.U.M. sans avoir jamais essayé de répondre à notre critique du P.O.U.M. comme une organisation centrisme qui avait joué un rôle misérable dans la révolution espagnole. Dans les coulisses, il soutenait le malheureux héros du syndicalisme « de gauche », Sneevliet, sans jamais se décider à défendre ouvertement la politique sans principes de l'opportuniste hollandais. En même temps, il a répété à diverses occasions que ses divergences avec nous n'avaient qu'un caractère « secondaire ». À la question directe, pourquoi alors ne collaborait-il pas avec la IV^e Internationale plutôt qu'avec ses opposants enragés, Victor Serge n'a jamais donné de réponse. Tout cela, ensemble, a privé de toute consistance sa propre « politique » et l'a transformée en une série de combinaisons personnelles sinon d'intrigues.

Si Victor Serge parle, aujourd'hui encore, de ses « sympathies » pour la IV^e Internationale, ce n'est pas autrement que les Vereeken, Molinier, Sneevliet, Maslow, etc., en ayant en tête non l'Internationale réelle, mais une Internationale mythique, née de leur imagination et à leur image, qui leur est nécessaire seulement comme couverture pour leur politique opportuniste ou aventuriste. Notre Internationale, qui fonctionne réellement, n'a rien à voir avec cette Internationale qui n'existe pas : la section russe et l'Internationale dans son ensemble ne prennent aucune responsabilité pour la politique de Victor Serge.

[« Faut-il entrer dans le P.S.O.P. ? »]

(5 décembre 1938)

Lettre à J. P. Cannon (7537), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

Cher Ami,

Je suis réellement embarrassé pour formuler mon opinion sur cette question aussi complexe qu'importante, sans disposer du matériel nécessaire. Depuis longtemps, j'ai abandonné la lecture des journaux français et je ne lis pas suffisamment les publications de notre propre parti. C'est pourquoi mon appréciation ne peut avoir qu'un caractère très général et abstrait, absolument insuffisant pour des décisions pratiques.

J'ai entendu parler de la tendance à entrer dans le P.S.O.P. pour la première fois juste avant la crise des Sudètes¹. Ma position a été la suivante : si la guerre éclate, les événements peuvent trouver notre parti dissous au moment le plus critique dans le brouillard du P.S.O.P. Dans de telles situations, il est absolument nécessaire de jouir d'une indépendance complète de décision et d'action. Dix internationalistes peuvent faire du bon travail tandis que des milliers de centristes ne peuvent qu'aggraver la confusion. C'est dans ce sens que j'ai exprimé mon opinion par l'intermédiaire de Van.

La crise mondiale est passée — pour quelque temps — mais aujourd'hui la crise interne en France se déchaîne. Quelle est l'influence de cette crise sur notre organisation et sur le P.S.O.P. ? C'est la question.

En 1936, nous avons observé en France une authentique situation pré-révolutionnaire et même plus, un soulèvement de masse qui aurait pu et aurait dû se transformer, avec un minimum de direction révolutionnaire, en bataille pour le pouvoir. Mais toute révolution, même avec des gens qui en font une dizaine², commence par une sorte d'étape de « février ». Elle a des illusions, une confiance stupide et ainsi de suite. La coalition du Front populaire, totalement impuissante contre le fascisme, la guerre, la réaction, etc. s'est révélée un frein contre-révolutionnaire formidable pour le mouvement de masse, incomparablement plus puissant que la coalition de février en Russie, parce que

- a. nous n'avons pas une semblable bureaucratie ouvrière omnipotente, y compris la bureaucratie syndicale,
- b. nous avons un parti bolchevique.

Pendant presque trois ans, l'appareil du Front populaire a empêché que la situation pré-révolutionnaire devienne révolutionnaire. Quelles sont aujourd'hui les conséquences de cet

¹ Le P.S.O.P. était le nouveau « parti socialiste ouvrier et paysan », né au mois de juin de la scission de la majorité de la Fédération S.F.I.O. de la Seine et de leurs camarades de l'ancienne Gauche révolutionnaire. Ce parti, que dirigeait Marceau Pivert, comptait à cette époque environ 10 000 membres. La question de l'entrée des trotskystes du P.O.I. s'était en effet posée un peu avant la conférence de Munich, que Trotsky appelle ici « la crise des Sudètes ». Le 8 octobre, le C.C. du P.O.I. s'était adressé à la C.A.P. du P.S.O.P. en lui proposant une fusion sur quatre points. Une rencontre avait eu lieu le 17 mais la C.A.P. du P.S.O.P., le 29 avait refusé les quatre points et renvoyé l'affaire devant le conseil national des 17 et 18 décembre. Les partisans de l'entrée dans le P.S.O.P. étaient pour une entrée individuelle immédiate.

² Allusion à toutes les « révolutions Françaises ».

ignoble travail sur l'état d'esprit des masses, voilà ce qu'il est absolument impossible de dire de loin. Une partie des masses devrait être devenue plus impatiente et plus agressive, une autre partie a dû se démoraliser et une large fraction intermédiaire doit être désorientée. Quel est le rapport des forces entre elles trois ? C'est une question décisive qui ne peut être résolue, même en France, que par l'action ou la tentative pour agir.

Quelle est l'influence de ce tournant brutal (l'effondrement du Front populaire) sur le P.S.O.P. ? Je ne connais même pas la composition sociale du P.S.O.P. Je doute beaucoup qu'elle soit bonne. A-t-il des liens avec les syndicats ? N'y a-t-il pas le risque que notre entrée dans le P.S.O.P. puisse, à un moment critique, nous couper des syndicats en nous impliquant dans une discussion sans fin avec des socialistes petits-bourgeois ? Je ne sais pas.

La question purement formelle — par un congrès ou un accord de sommet — a une importance secondaire, et même tertiaire. La composition sociale du P.S.O.P. et les possibilités pour nous sont décisives.

Rous³ menace de faire scission. Je suis tout à fait d'accord avec vous qu'il faut mener immédiatement une politique active, agressive ; je suis même tellement d'accord que je préférerais une scission à la stagnation actuelle. La scission sur une question aussi pratique — comment gagner le P.S.O.P. — ne pourrait être que de brève durée. La fraction dirigée par Rous pourrait démontrer ce dont elle est capable à l'intérieur du P.S.O.P. et, en cas de succès, elle gagnerait immédiatement les autres. Vous avez proposé à Paris que notre partie envoie une fraction importante dans le P.S.O.P. La scission signifierait une pénétration semblable dans le P.S.O.P. d'une partie de nos camarades. Je ne néglige pas le danger inhérent à toute scission, mais j'essaie d'analyser cette variante comme un moindre mal par rapport à l'inaction totale.

*Il n'est pas nécessaire de dire que votre présence aujourd'hui en France serait de la plus grande importance.*⁴ C'est la France qui est aujourd'hui le champ de bataille immédiat, pas les États-Unis. Il faudrait voir aussi les choses sous un angle financier. Si vous allez en France — et je suis absolument en faveur d'une telle décision —, vous devriez disposer d'une trésorerie modeste pour les besoins du parti français dans la période qui vient.

Je crois que Rosmer pourrait beaucoup vous aider, surtout dans les conversations avec le P.S.O.P., l'information, les conseils et ainsi de suite, mais je ne crois pas qu'il serait prêt à militer activement dans le mouvement⁵. Il n'est pas très jeune..., malade et fatigué. Pivert est une réédition très, très détériorée, de Karl Liebknecht⁶. Le fait qu'après de longues oscillations, il ait accompli une scission, parle en sa faveur, au moins en faveur de son honnêteté, mais c'est une honnêteté triste. Jusqu'où est-il capable d'aller sous la pression des événements ? Je ne le sais pas.

³ Jean Rous (né en 1908), dirigeant du P.O.I. et du S.I. considérait qu'il n'existait aucune autre issue que l'entrée dans le P.S.O.P. et refusait de se laisser paralyser par la légalité du P.O.I. où les adversaires de l'entrée étaient appuyés surtout sur Pierre Naville.

⁴ Pour Trotsky, seul Cannon est capable de mener à bien en Europe les initiatives qui s'imposent.

⁵ Rosmer acceptera d'être intermédiaire de Trotsky auprès de Marceau Pivert.

⁶ Étant donné l'opinion générale de Trotsky sur M. Pivert, ce jugement peut apparaître comme particulièrement sévère pour Karl Liebknecht.

Voilà, cher ami, tout ce que je peux vous dire en toute hâte sur cette question ; j'espère pouvoir expédier cette lettre demain matin par avion. Peut-être écrirai-je à nouveau dans un jour ou deux.

S.O.S. - La Situation en France

(8 décembre 1938)

Appel (T 4483) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

La France impérialiste est entrée définitivement dans une phase critique. Le régime parlementaire est manifestement condamné. La France doit devenir ou bien un pays de dictature fasciste ou bien une république socialiste. Il n'y a pas de troisième possibilité.

En 1936, le mouvement révolutionnaire des ouvriers français a pris de vastes proportions. Les imbéciles pensaient que ce mouvement résultait de l'activité du « Front populaire ». C'était exactement le contraire : la pression croissante des masses et le « danger » révolutionnaire qui en résultait ont provoqué, comme en Espagne, la création du Front populaire.

Toute révolution, même dans un pays qui en a traversé une dizaine, commence avec des illusions naïves et une confiance simple : les nouvelles générations doivent apprendre de nouveau. Le Front populaire, en France, a assumé la même tâche que ce qu'on appelait la « coalition » des cadets, des mencheviks et des socialistes révolutionnaires en Russie en mars 1917 : à contenir la révolution à sa première étape. La différence est que la bureaucratie réformiste en France (socialistes, communistes, syndicalistes) est infiniment plus puissante qu'elle n'était en Russie en 1917. En outre, le Kremlin a soutenu le Front populaire français au nom de la révolution d'Octobre, qui avait gagné contre le Front populaire. Enfin, le parti révolutionnaire en France est infiniment plus faible qu'il ne l'était en Russie.

Dans ces conditions, la coalition française est incontestablement parvenue à freiner et, dans une certaine mesure, à démoraliser le mouvement révolutionnaire de 1936. Jusqu'à quel point et pour combien de temps ? Il est impossible de le dire d'avance. Si c'est profondément et pour longtemps, le Front populaire, déjà désespérément scindé, sera définitivement balayé et une dictature réactionnaire accédera au trône en France. Mais si, comme on peut fermement l'espérer, le mouvement temporairement brisé par le Front populaire trouve une issue lui-même, il peut réaliser, et il réalisera la victoire du socialisme. Il n'y a pas de troisième possibilité.

Les chefs actuels du prolétariat, les organisateurs du Front populaire, les Jouhaux, Léon Blum, Thorez¹ et Cie, sont les véritables fossoyeurs de la démocratie parlementaire. Actuellement, personne n'aide aussi efficacement le fascisme que ces « piliers » complètement pourris de la III^e République. Il est trop tard pour parler du « danger » qui menace la démocratie impérialiste : elle est déjà condamnée et va à sa destruction. Mais la classe ouvrière court à un danger extrême.

Il serait criminel de sous-estimer ce danger. Mais il serait tout aussi criminel de minimiser la force du prolétariat français, de ses traditions de lutte, de son talent pour l'improvisation révolutionnaire. Des milliers et des milliers d'éléments révolutionnaires sont disséminés dans ses profondeurs. La section française de la IV^e Internationale est parvenue à éduquer des cadres sérieux. Le danger qui menace poussera inévitablement à gauche une

¹ Léon Jouhaux était le secrétaire de la C.G.T. Léon Blum (1872-1950), maître à penser de la S.F.I.O. avait été le premier chef de gouvernement du Front populaire de 1936 à 1937. Maurice Thorez (1900-1964) était, lui, secrétaire général du parti communiste.

couche de la classe ouvrière après l'autre. Le congrès de la IV^e Internationale a donné aux éléments progressistes un programme révolutionnaire. Ce qui leur manque, ce sont des liens entre eux, une organisation centralisée, des moyens techniques et matériels. Il faut entourer les ouvriers révolutionnaires de France d'une atmosphère de sympathie internationale et d'un soutien actif. Le fascisme préparer la guerre civile. L'argent est le nerf important de toute guerre. Il faut aider la section française de la IV^e Internationale financièrement. Cette obligation ne doit pas retomber sur les seuls membres de la IV^e Internationale. Tous les amis de la liberté et du socialisme ont le devoir de venir en aide aux ouvriers progressistes de France.

N'est-il pas trop tard ? Non, tout montre qu'il n'est pas trop tard. En France, il n'y a pas de parti fasciste puissant et, en vérité, il n'y aura pas d'organisation aussi importante que le parti de Hitler, même avant la prise du pouvoir : c'est contraire aux traditions et aux habitudes du pays. Une organisation beaucoup plus petite est en France capable d'attirer les masses désespérées et découragées de petits bourgeois dans un coup d'État réactionnaire. Malgré tout, la faiblesse actuelle du fascisme français en tant qu'organisation constitue un net avantage pour le parti de la révolution. Jusqu'à ce qu'ait complètement mûri le moment d'un coup fasciste, nous aurons à coup sûr un certain répit, plusieurs mois, peut-être un an, peut-être deux.

Pendant ce répit, même un jeune parti révolutionnaire peut accomplir des miracles. Il faut tirer le signal d'alarme. Il faut ouvrir une campagne internationale sur la catastrophe fasciste en France. Il faut comprendre et expliquer aux masses que cette catastrophe comme celle d'Allemagne est préparée par les partis de la II^e et de la III^e Internationale. Il faut inspirer le courage, l'audace, l'initiative à l'avant-garde révolutionnaire en France. Il faut lancer une campagne internationale pour constituer un fonds révolutionnaire du prolétariat français. Les éléments d'avant-garde des États-Unis doivent en prendre l'initiative. Il faut regarder en avant et voir tel qu'il est le danger qui approche. C'est en France que se décide maintenant le destin du prolétariat mondial, y compris celui du prolétariat des États-Unis. Il nous faut tendre tous nos efforts sans perdre un seul jour. Des tâches héroïques exigent des moyens héroïques.

[Il faut un nom révolutionnaire]

(10 décembre 1938)

Chers Amis,

On me dit que ma proposition d'appeler l'organisation de jeunesse la Légion de la Révolution socialiste a rencontré de l'opposition sur la base de l'argument que l'ouvrier américain n'aime pas du tout ce qui sonne la révolution, l'action illégale, l'hostilité à la démocratie, etc. Ces arguments sont infiniment plus importants que la question du nom lui-même. C'est une vieille expérience historique que celui qui ne juge pas opportun de porter ouvertement son nom politique n'a pas le courage nécessaire pour défendre ouvertement ses idées, car le nom n'est pas quelque chose d'accidentel mais un condensé des idées. C'est pour cette raison que Marx et Engels s'intitulaient communistes et qu'ils n'ont jamais aimé le nom de social-démocrates. C'était pour la même raison que Lénine changea la chemise sale de la social-démocratie et adopta le nom de communiste comme plus intransigeant et plus militant. Et maintenant il nous faut de nouveau jeter les noms qui ont été compromis et en choisir un nouveau. Il nous faut le trouver non pas en nous adaptant aux préjugés des masses, mais au contraire, nous devons opposer à ces préjugés un nom adéquat pour les tâches historiques nouvelles.

L'argument ci-dessus est faux dans ses aspects théoriques, politiques et psychologiques. La mentalité conservatrice d'une couche importante d'ouvriers est un héritage du passé et partie intégrante de l'« américanisme » (espèce Hoover comme espèce Roosevelt). La nouvelle situation économique est en opposition totale à cette mentalité. Que devrions-nous tenir pour décisif : la stupidité traditionnelle ou les faits révolutionnaires objectifs ?

Regardez M. Hague, de l'autre côté de la barricade. Il n'a pas peur, lui, de fouler aux pieds la « démocratie » traditionnelle. Il proclame : « La loi, c'est moi ! » Du point de vue de la tradition, cela peut paraître très imprudent, très provoquant, déraisonnable, mais c'est tout à fait juste du point de vue de la classe capitaliste. Ce n'est qu'en procédant ainsi qu'un parti réactionnaire, militant, peut être formé et se montrer à la hauteur de la situation objective.

N'avons-nous pas au moins autant de courage que ceux qui sont de l'autre côté de la barricade ?

La crise du capitalisme américain a un rythme très rapide. Les gens qui ont peur aujourd'hui d'un nom militant comprendront sa signification demain. Un nom politique, ce n'est pas pour un jour ou pour un an, mais pour une période historique.

Notre organisation de jeunesse n'a que 700 membres. Aux États, il existe certainement des dizaines et des centaines de milliers de jeunes garçons et filles qui sont profondément dégoûtés par une société qui les prive de la possibilité de travailler. Si notre nom n'est pas compréhensible ou « agréable » aux millions d'éléments arriérés, il peut devenir très attirant pour des dizaines de milliers d'éléments actifs. Nous sommes un parti d'avant-garde. Pendant que nous assimilerons les milliers et dizaines de milliers, les millions apprendront la signification réelle des coups économiques qu'ils doivent encaisser.

Un nom incolore passe sans qu'on le remarque et c'est le pire en politique, surtout pour des révolutionnaires. L'atmosphère politique est actuellement extrêmement confuse. Dans une réunion publique, quand tout le monde parle et que personne n'entend ce que dit

l'autre, le président doit donner sur la tribune de vigoureux coups de marteau. Le nom du parti devrait résonner maintenant comme un grand coup sur la tribune.

L'organisation de jeunesse pourrait et devrait avoir autour d'elle des organisations auxiliaires avec des objectifs variés et des noms différents, mais l'organisme politique dirigeant devrait avoir un caractère révolutionnaire ouvert et clairement défini un drapeau et un nom correspondants.

D'après les premières informations, il me semble que le danger ne réside pas dans ce que la jeunesse aspire à être un second parti, mais plutôt dans ce que le premier parti domine trop directement et trop fermement la jeunesse par des moyens d'organisation. Les cadres du parti dans la jeunesse donnent naturellement un niveau élevé aux discussions dans les congrès et au comité national, mais ce niveau élevé exprime le côté négatif de la situation. Comment peut-on éduquer la jeunesse sans une certaine mesure de confusion, d'erreurs et de combats internes qui n'y aient pas été injectés par de « vieux messieurs » mais soient nés du développement naturel de la jeunesse elle-même. J'ai maintenant l'impression que les membres du parti bien éduqués dans l'organisation de la jeunesse, pensent, parlent, discutent et décident au nom de la jeunesse et cela pourrait être l'une des raisons pour lesquelles nous avons perdu du monde l'année dernière. La jeunesse n'a pas le droit d'être trop intelligente ou trop mûre, mieux, elle a le droit d'être jeune. Cet aspect de la question est plus important encore que celle des couleurs, des rites, etc. Le pire qui pourrait nous arriver serait de créer à l'intérieur de l'organisation de jeunesse une division du travail : les jeunes de la base jouent avec des couleurs et des trompettes et les cadres sélectionnés font de la politique.

Un dialogue politique

Alliance de la Gauche avec la Droite contre le Centre ?

20 décembre 1938

Article (7 4487) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

(Cette conversation se tient à Paris, mais elle pourrait aussi bien se tenir à Bruxelles. A. est un de ces « socialistes » qui ne se sentent solides sur leurs pieds que quand ils peuvent s'appuyer sur une puissance quelconque. A. est naturellement un « ami de l'Union soviétique » et, naturellement, un partisan du « Front populaire ». L'auteur a du mal à caractériser B. qui est son ami et son compagnon de pensée.)

- A.** – Vous ne pouvez nier que les fascistes utilisent vos critiques. Tous les réactionnaires hurlent de joie lorsque vous démasquez l'U.R.S.S. Bien entendu, je ne crois nullement toutes les calomnies au sujet de vos relations amicales avec les fascistes ou de votre collaboration avec les nazis, etc. Elles sont destinées aux imbéciles. Subjectivement, il ne fait aucun doute que vous conservez un point de vue révolutionnaire. Mais ce ne sont pas les intentions subjectives qui comptent en politique, ce sont les conséquences objectives. La droite utilise vos critiques contre votre volonté. Dans ce cas, on peut dire que vous formez avec les réactionnaires un bloc objectif.
- B.** – Merci de votre brillant subjectivisme. Mais vous venez de découvrir une Amérique qui fut découverte il y a bien longtemps déjà. Le Manifeste Communiste nous disait déjà que la réaction féodale essayait d'exploiter pour son propre usage les critiques socialistes dirigées contre la bourgeoisie libérale. C'est pourquoi les libéraux et les « démocrates » ont toujours invariablement accusé les socialistes d'avoir formé des alliances avec la réaction. Des gens honnêtes, mais, disons le mot, un peu limités, ont parlé d'une alliance « objective » et d'une collaboration « effective » ; au contraire, de véritables canailles ont accusé les révolutionnaires d'avoir passé des accords directs avec les réactionnaires, répandant des rumeurs au sujet de l'utilisation par les socialistes de subsides de provenances étrangères, etc. En vérité, mon ami, vous n'avez pas inventé la poudre.
- A.** – On peut faire deux objections contre votre analogie. Premièrement, dans la mesure où cela concerne la démocratie bourgeoise...
- B.** – Merci de votre brillant subjectivisme. Mais vous venez de découvrir une Amérique qui fut découverte il y a bien longtemps déjà. Le Manifeste Communiste nous disait déjà que la réaction féodale essayait d'exploiter pour son propre usage les critiques socialistes dirigées contre la bourgeoisie libérale. C'est pourquoi les libéraux et les « démocrates » ont toujours invariablement accusé les socialistes d'avoir formé des alliances avec la réaction. Des gens honnêtes, mais, disons le mot, un peu limités, ont parlé d'une alliance « objective » et d'une collaboration « effective » ; au contraire, de véritables canailles ont accusé les révolutionnaires d'avoir passé des accords directs avec les réactionnaires, répandant des rumeurs au sujet de l'utilisation par les socialistes de subsides de provenances étrangères, etc. En vérité, mon ami, vous n'avez pas inventé la poudre.

- A. – *On peut faire deux objections contre votre analogie. Premièrement, dans la mesure où cela concerne la démocratie bourgeoise...*
- B. – Impérialiste !
- A. – *Oui; je parle de la démocratie bourgeoise qui — personne ne l'ignore — court actuellement un danger mortel. C'est une chose que de dévoiler les défauts de la démocratie bourgeoise lorsqu'elle est forte et solide, mais de miner ses bases par la gauche au moment où les fascistes essayent de la renverser par la droite, cela veut dire...*
- B. – Inutile de continuer, je connais trop bien la chanson !
- A. – *Je vous demande pardon, je n'ai pas encore terminé. Ma seconde objection est celle-ci : cette fois, il ne s'agit pas seulement de la démocratie bourgeoise. Il y a l'U.R.S.S., que vous reconnaissez et reconnaissez toujours comme un État ouvrier. Cet État est menacé d'un total isolement. En dénonçant les maladies de l'U.R.S.S. et uniquement ses maladies, en détruisant le prestige du premier État ouvrier aux yeux des travailleurs du monde entier, vous aidez objectivement le fascisme.*
- B. – Merci encore de votre objectivité ! En d'autres termes, vous voulez dire qu'il ne faut critiquer la « démocratie » que lorsque la critique ne constitue aucun danger pour elle. Selon vous, les socialistes doivent se taire justement lorsque la démocratie impérialiste bourgeoise (et non pas seulement la « démocratie bourgeoise » en général !) en décomposition a démontré dans les faits son incapacité à régler les tâches de l'histoire (et cette incapacité est précisément la raison pour laquelle la « démocratie » croule si facilement sous les coups de la réaction). Vous réduisez le socialisme au rôle d'ornement « critique » sur l'architecture de la démocratie bourgeoise. Vous ne voulez pas lui reconnaître son rôle d'héritier de la démocratie. En réalité, vous n'êtes qu'un démocrate conservateur effrayé et rien d'autre. Et votre phraséologie « socialiste » n'est rien d'autre qu'un ornement bon marché plaqué sur votre conservatisme.
- A. – *Et qu'en est-il de l'U.R.S.S. qui est sans aucun doute l'héritière de la démocratie et constitue l'embryon d'une nouvelle société ? Attention, je ne nie pas les erreurs et les déficiences de l'U.R.S.S. L'erreur est humaine ; les imperfections inévitables. Mais ce n'est pas par hasard que la réaction mondiale tout entière attaque l'U.R.S.S.*
- B. – Ne vous sentez-vous pas gêné de toujours répéter semblables banalités ? Oui, malgré l'attitude volontairement mais inutilement rampante du Kremlin, la réaction mondiale continue de lutter contre l'U.R.S.S. Pourquoi ? Parce que l'U.R.S.S. a, jusqu'ici, maintenu la nationalisation des moyens de production et le monopole du commerce extérieur. Nous, les révolutionnaires, nous attaquons la bureaucratie de l'U.R.S.S. justement parce que sa politique parasitaire et répressive mine les bases de la nationalisation des moyens de production et du monopole du commerce extérieur qui sont les composantes essentielles de la construction socialiste. C'est là la petite, la très petite différence entre nous et la réaction. L'impérialisme mondial appelle l'oligarchie du Kremlin à achever son travail, et maintenant qu'ont été réintroduits la hiérarchie militaire avec ses distinctions et ses décorations, les privilèges, l'emploi de domestiques, le mariage d'intérêt, la prostitution, la répression de l'avortement, etc., il lui demande de réintroduire la propriété privée des moyens de production. Nous, en revanche, nous appelons les travailleurs d'U.R.S.S. à renverser l'oligarchie du Kremlin et à construire une véritable démocratie des soviets comme un préalable nécessaire à la construction du socialisme. Là est la petite, la très petite différence.

- A.** – Mais vous ne pouvez nier que l'U.R.S.S. ne soit, malgré toutes ses imperfections, un progrès ?
- B.** – Seuls les touristes superficiels que leurs hôtes de Moscou ont honorés de leur hospitalité peuvent considérer « l'U.R.S.S. » comme une entité unique. A côté des tendances extrêmement progressistes subsistent en U.R.S.S. aussi des tendances réactionnaires malignes. Il faut savoir faire la différence entre elles et se défendre contre les dernières. Les purges incessantes montrent, même à un aveugle, la puissance de ces nouveaux antagonismes et les tensions qu'elle provoque. La contradiction sociale la plus fondamentale est celle qui existe entre les masses trahies et la nouvelle caste aristocratique qui s'apprête à restaurer la société de classes. C'est pourquoi je ne peux pas être « pour l'U.R.S.S. » en général. Je suis avec les masses laborieuses qui ont bâti l'U.R.S.S. et contre la bureaucratie qui a usurpé les acquis de la révolution.
- A.** – *Mais vous voulez dire que vous demandez l'introduction immédiate de l'égalité totale en U.R.S.S. ? Mais Marx lui-même...*
- B.** – Pour l'amour du ciel, ne reprenez pas ces mêmes vieilles phrases usées que remâchent tous les mercenaires de Staline ! Je vous assure que, moi aussi, j'ai lu que, au cours des premières étapes du socialisme, il ne peut y avoir d'égalité totale et que c'est la tâche du communisme. Mais là n'est pas la question. Le fait est que, au cours de ces dernières années, comme la bureaucratie devenait de plus en plus omnipotente, les inégalités ont augmenté de façon colossale. Ce n'est pas la situation statique mais la dynamique, la direction générale de la progression qui a une importance décisive. Loin de s'atténuer, les inégalités s'accroissent et s'aiguisent de jour en jour, d'heure en heure. La croissance des inégalités sociales ne peut être arrêtée que par des mesures révolutionnaires contre la nouvelle aristocratie. Cela seul détermine notre position.
- A.** – *Oui, mais les réactionnaires impérialistes utilisent vos critiques contre l'U.R.S.S. dans son ensemble. Il s'ensuit, n'est-ce pas, qu'elles sont également utilisées contre les gains de la révolution ?*
- B.** – Bien sûr, ils essayent de les utiliser. Dans la lutte politique, chaque classe tente d'utiliser les contradictions qui existent dans les rangs de ses opposants. Deux exemples : Lénine, comme vous le savez peut-être, n'a jamais été pour l'unité par amour de l'unité, il a essayé de séparer les bolcheviks des mencheviks. Ainsi que nous l'avons appris par la suite, en dépouillant les archives tsaristes, les services de la police, aidés de leurs provocateurs, ont encore aggravé la cassure entre les bolcheviks et les mencheviks. Après la révolution de février 1917, les mencheviks ont maintenu que les buts et les méthodes de Lénine coïncidaient avec ceux de la police tsariste. Quel piètre argument ! La police espérait que la scission affaiblirait les social-démocrates. De son côté, Lénine était convaincu que la scission permettrait aux bolcheviks de développer une politique véritablement révolutionnaire et de gagner les masses. Qui avait raison ? Deuxième exemple : Guillaume II et son général Ludendorff ont essayé d'utiliser Lénine pendant la guerre à leurs propres fins et ont ainsi mis à sa disposition un train qui devait le ramener en Russie. Les Cadets russes et Kerensky n'ont pas qualifié Lénine autrement que d'agent de l'impérialisme allemand. Ludendorff a admis — lisez ses mémoires — qu'il avait fait là la plus grosse erreur de sa vie. Se-

lon ses affirmatives, l'armée allemande fut détruite non pas par les armées de l'Entente, mais par les bolcheviks et la Révolution d'Octobre.

- A.** – *Bien. Et qu'en est-il de la sécurité militaire de l'U.R.S.S. ? Du danger d'affaiblir ses défenses ?*
- B.** – Vous ferez mieux de ne pas en parler ! Après avoir aboli la règle de la simplicité Spartiate dans l'Armée Rouge, Staline a couronné le corps des officiers de cinq maréchaux. Mais il ne put ainsi corrompre l'État-major Il décida alors de le détruire. Trois des cinq maréchaux — justement ceux qui possédaient un certain talent — furent fusillés, et, avec eux, la fleur du haut commandement militaire. Une hiérarchie d'espions personnels de Staline fut créée au-dessus de l'armée. Celle-ci a été secouée jusqu'à la moelle. L'Union Soviétique s'est trouvée affaiblie, la dislocation de l'armée continue. Les touristes parasites peuvent se satisfaire des spectacles et parades militaires sur la Place Rouge. Mais le devoir d'un vrai révolutionnaire est de déclarer ouvertement : Staline prépare la défaite de l'U.R.S.S.
- A.** – *Quelles sont donc vos conclusions ?*
- B.** – C'est très simple : les petits pickpockets de la politique croient qu'un grand problème historique peut être résolu par l'utilisation de l'éloquence, de la ruse, de l'intrigue menée en coulisses, en trompant les masses. Les rangs de la bureaucratie ouvrière internationale fourmillent de canailles de cette sorte. Je crois cependant que les problèmes sociaux ne peuvent être résolus que par la classe ouvrière qui connaît la vérité. L'éducation socialiste, c'est dire la vérité aux masses. Le plus souvent, la vérité a un goût amer et les « amis de l'Union Soviétique » aiment les sucreries. Mais les amateurs de sucreries sont les éléments de la réaction et non du progrès. Nous continuerons à dire la vérité aux masses. Nous devons nous préparer pour l'avenir. La politique révolutionnaire est une politique à long terme.

La mission de la F.I.A.R.I.

22 décembre 1938

Lettre à A. Breton (T 4493) dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

Mon cher Breton,

J'approuve de tout cœur l'initiative que vous avez prise avec Diego Rivera de créer la F.I.A.R.I., fédération internationale d'artistes authentiquement révolutionnaires et indépendants, et pourquoi ne pas ajouter : une fédération d'authentiques artistes. Il est temps, il est grand temps ! Le globe terrestre devient une caserne impérialiste boueuse et fétide. Les héros de la démocratie, avec à leur tête l'incomparable Daladier, mettent toute leur énergie à ressembler aux héros du fascisme (ce qui n'empêche pas les premiers de se retrouver en camp de concentration chez les seconds). Plus un dictateur est ignare et borné, plus il se sent appelé à régenter l'évolution de la science, de la philosophie et de l'art. La servilité moutonnière du monde intellectuel est également très significative de l'état de pourrissement de la société contemporaine. La France ne fait pas exception.

Nous ne parlerons pas des Aragon, des Ehrenbourg¹ et autres petits bourgeois ; nous n'allons pas qualifier les messieurs qui, avec le même enthousiasme écrivent la biographie de Jésus-Christ et celle de Joseph Staline² (ceux-là, leur mort même ne les a pas amnésiés). Nous passons sur le triste, pour ne pas dire honteux déclin de Romain Rolland. Mais il faut s'attarder sur le cas de Malraux³. J'ai observé avec intérêt ses premiers pas en littérature. Déjà alors, une certaine pose marquait fortement son œuvre. On était souvent choqué de sa manière froide et raffinée de se mettre en quête de l'héroïsme des autres. Mais on ne peut nier qu'il ait du talent. Sa manière d'aborder les plus grandes épreuves humaines, les combats héroïques, les souffrances extrêmes, le sacrifice de soi, était empreinte d'une force indiscutable. On pouvait croire - personnellement je voulais l'espérer - que le souffle de l'héroïsme révolutionnaire donnerait plus de profondeur à l'inspiration de l'écrivain, le débarrasserait de sa pose, et ferait de Malraux un poète représentatif de l'époque des catastrophes. Qu'est-il advenu ? L'artiste est devenu reporter du G.P.U. ; il produit de l'héroïsme bureaucratique, d'une longueur et d'une largeur déterminées (il n'y a pas de troisième dimension).

Pendant la guerre civile, j'ai dû mener un combat acharné contre les rapports d'opérations inexacts ou mensongers, dans lesquels des chefs s'efforçaient de dissimuler leurs erreurs, leurs échecs, et leurs défaites derrière un torrent de phrases générales. La production actuelle de Malraux est, elle aussi, faite de rapports mensongers sur les champs de bataille (Allemagne, Espagne). Le faux est néanmoins bien plus repoussant lorsqu'il se pare d'une forme artistique. Le destin de Malraux est symbolique pour toute une couche d'écrivains,

¹ Louis Aragon (1890-1982), poète et romancier, ancien surréaliste, venu au P.C. à l'époque stalinienne, avait été l'ami de Breton, mais était devenu sa bête noire. Iliya Ehrenbourg (1891-1967), romancier et journaliste, avait été, notamment en Espagne, une des plumes dociles de Staline.

² Trotsky fait allusion à Henri Barbusse (1873-1935) qui avait connu la notoriété avec le Prix Goncourt pour son roman de guerre *Le Feu*. Il avait adhéré au P.C. en 1923 et écrit ensuite un *Staline. Un Monde nouveau vu à travers un homme* et une *Vie de Jésus*.

³ André Malraux (1901-1976), prix Goncourt en 1934 pour *La Condition humaine*, avait donné de l'argent pour *La Vérité*, puis visité Trotsky à Saint-Palais et protesté contre son expulsion de France. La rupture s'était faite au moment des procès de Moscou dont il affirma que Trotsky faisait " une affaire personnelle "...

presque pour toute une génération : les gens mentent en raison de leur " amitié " fictive envers la Révolution d'Octobre. Comme si la révolution avait besoin de mensonges !

L'infortunée presse soviétique, évidemment sur ordre venu d'en haut, se lamente avec force ces derniers jours sur la " pauvreté " de la création scientifique et artistique en U.R.S.S. et reproche aux écrivains soviétiques leur manque de sincérité, d'audace, et d'envergure. On n'en croit pas ses yeux : le boa faisant au lapin un sermon sur l'indépendance et la dignité individuelles. Tableau absurde et ignominieux, et cependant bien digne de notre époque !

Le combat pour les idées de la révolution en art doit reprendre, en commençant par le combat pour la vérité artistique, non pas comme l'entend telle ou telle école, mais dans le sens de la *fidélité inébranlable de l'artiste à son moi intérieur*. Sans cela, il n'y a pas d'art. " Ne mens pas ! ", c'est la formule du salut. La F.I.A.R.I. n'est pas, bien sûr, une école esthétique ou politique et ne peut le devenir. Mais la F.I.A.R.I. peut ozoniser l'atmosphère dans laquelle les artistes ont à respirer et à créer. En effet, à notre époque de convulsions et de réaction, de décadence culturelle et de barbarie morale, la création indépendante ne peut qu'être révolutionnaire dans son esprit, car elle ne peut que chercher une issue à l'insupportable étouffement social. Mais il faut que l'art en général, comme chaque artiste en particulier, cherche une issue par ses propres méthodes, sans attendre des ordres de l'extérieur, en refusant les ordres, et qu'il méprise tous ceux qui s'y soumettent. Faire naître cette conviction commune parmi les meilleurs artistes, voilà la tâche de la F.I.A.R.I. Je crois fermement que ce nom passera dans l'Histoire.

L. Trotsky

22 décembre 1938

La bourgeoisie juive et la lutte révolutionnaire

22 décembre 1938

Article (T 4491) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

Le Père Coughlin¹, qui cherche apparemment à démontrer qu'une morale idéaliste absolue n'empêche pas l'homme d'être la pire canaille, a déclaré à la radio que j'avais dans le passé reçu pour la révolution d'énormes sommes d'argent de la bourgeoisie juive des États-Unis. J'ai déjà répondu dans la presse que c'était faux². Je n'ai pas reçu d'argent non pas, bien entendu, parce que j'aurais refusé un soutien financier pour la révolution, mais parce que la bourgeoisie juive n'a pas proposé un tel soutien. La bourgeoisie juive est restée fidèle au principe : *ne rien donner*. Même aujourd'hui, quand c'est de sa tête qu'il s'agit. Étouffant dans ses contradictions, le capitalisme dirige des coups forcenés contre les Juifs et en outre une partie de ces coups tombe sur la bourgeoisie juive en dépit de tous ses « services » passés rendus au capitalisme. Des mesures de nature philanthropique pour les réfugiés deviennent de moins en moins efficaces en comparaison de l'immensité des maux qui accablent le peuple juif.

C'est maintenant le tour de la France. La victoire du fascisme dans ce pays signifierait un grand renforcement de la réaction et une monstrueuse croissance d'un violent anti-sémitisme dans le monde entier, surtout aux États-Unis. Le nombre de pays qui expulsent les Juifs ne cesse de croître. Le nombre de pays capables de les accueillir diminue. En même temps la lutte ne fait que s'exacerber. Il est possible d'imaginer sans difficulté ce qui attend les Juifs dès le début de la future guerre mondiale. Mais, même sans guerre, le prochain développement de la réaction mondiale signifie presque avec certitude l'*extermination physique des Juifs*.

La Palestine s'est révélée un tragique mirage, le Birobidjan une farce bureaucratique. Le Kremlin refuse d'accepter des réfugiés. Les « congrès antifascistes » de vieilles dames et de jeunes carriéristes n'ont pas la moindre importance. Maintenant plus que jamais le destin du peuple juif – pas seulement leur destin politique, mais leur destin physique – est lié indissolublement à la lutte émancipatrice du prolétariat international. Seule une mobilisation courageuse des ouvriers contre la réaction, la constitution de milices ouvrières, la résistance physique directe aux bandes fascistes, une confiance en soi plus grande, activité et audace de la part de tous les opprimés, peuvent provoquer un changement dans le rapport des forces, arrêter la vague mondiale de fascisme et ouvrir un nouveau chapitre dans l'histoire de l'humanité.

La IV^e Internationale a été la première à proclamer le danger de fascisme et indiquer la voie du salut. La IV^e Internationale appelle les masses populaires juives à ne pas se faire

¹ Charles E. Coughlin (né en 1891), d'origine irlandaise, ordonné prêtre catholique en 1916 devint, à la fin des années vingt, un agitateur radiophonique très écouté qui appelait à la croisade contre « les capitalistes sans-Dieu, les Juifs, les communistes, les banquiers internationaux et les ploutocrates ». Il présidait la *National Union for Social Justice*, et recevait trois millions de lettres par an. Il venait d'accuser Trotsky d'avoir reçu en 1917 une somme importante d'un capitaliste juif.

² Cf. Déclaration du 28.XI.1938.

d'illusions et à affronter ouvertement la réalité menaçante. Il n'est de salut que dans la lutte révolutionnaire. Le « nerf » de la lutte révolutionnaire, comme celui de la guerre, c'est l'argent. Les éléments progressistes et perspicaces du peuple juif doivent venir au secours de l'avant-garde révolutionnaire. Le temps presse. Un jour, aujourd'hui, équivaut à un mois ou même à une année. Ce que tu fais, fais-le vite !

L'appel aux bourgeois et intellectuels juifs

22 décembre 1938

Lettre à J.-P. Cannon traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

Chers Amis,

Je crois que la IV^e Internationale pourrait maintenant obtenir de l'argent d'éléments progressistes de la bourgeoisie et des intellectuels juifs. Je joins une sorte d'appel ou de bref article¹.

Comment l'utiliser ? On peut agir de deux façons différentes. D'abord, le publier simplement dans le *Socialist Appeal*², mais en ce cas il ne pourrait guère atteindre les gens qui nous intéressent dans cette affaire. Ne serait-il pas mieux de le publier sous forme de lettre, reproduite de quelque façon photographique, en numérotant les exemplaires et en les envoyant à des personnes définies directement ou par des intermédiaires, avec une lettre d'accompagnement ? Il me semble que cette deuxième méthode pourrait être plus efficace et surtout si vous avez quelqu'un qui connaisse le milieu et soit inventif et persuasif. Bien entendu vous jugerez vous-même de la meilleure façon de procéder sur cette question.

Je pense aussi que nous ne pouvons nous borner dans cette affaire au mot d'ordre « Ouvrez les portes ». Il nous faut bien entendu défendre le droit d'asile, mais d'un autre côté, il est clair que le nombre croissant de Juifs aux États[-Unis] va renforcer les tendances anti-sémites et fascistes. C'est pourquoi nous devons plus encore souligner le caractère général de cette question en insistant sur le fait que l'ouverture de la porte n'est qu'un palliatif et que la solution véritable réside sur le terrain de la lutte de classe révolutionnaire. Dans cette situation, nous avons deux objectifs à poursuivre : séparer les ouvriers juifs de la bourgeoisie et gagner un soutien financier d'éléments juifs bourgeois.

¹ Cf. Article « *La bourgeoisie juive et la lutte révolutionnaire* ».

² Le *Socialist Appeal* était la revue des trotskystes américains.

La Voie de l'Avant-Garde révolutionnaire en France

22 décembre 1938

Lettre à M. Pivert (T 4489), dont la traduction du russe a été revue et publiée avec la permission de la Houghton Library. Trotsky adressa ce document à Rosmer avec une lettre d'accompagnement (9903) que nous ne reproduisons pas.

Cher Camarade Pivert¹,

Je reconnais que ce n'est pas sans hésitations que je me suis décidé à vous écrire cette lettre. Non seulement parce que nos opinions politiques sont loin de coïncider, mais parce que l'idée même de m'adresser d'un pays lointain à un militant politique de France pour une question qui concerne la France peut sembler déplacée. Cependant j'ai rejeté ces doutes. La situation est si critique, le sort du prolétariat de la France et de toute l'Europe, à un degré considérable du monde entier, dépend dans une telle mesure du prochain développement des événements en France, les éléments fondamentaux de la situation sont si clairs même à grande distance, que je considère inadmissible de ne pas faire la tentative de m'expliquer avec vous, alors que tout n'est pas encore perdu.

Le développement en France a marché durant les trois ou quatre dernières années plus lentement qu'il était possible de s'y attendre en 34-35 lorsque j'écrivais la brochure *Où va la France ?*² La réalité vivante est toujours plus riche en possibilités, en tournants, en complications, que le pronostic théorique. Mais la marche générale des événements m'a apporté malgré tout rien d'essentiellement nouveau en comparaison de notre conception. Je ne veux pas m'arrêter ici là-dessus, car j'ai consacré à cette question mon dernier article, « *L'Heure de la Décision approche* », qui, je l'espère, paraîtra bientôt en français (j'en joins en tout cas la copie à cette lettre). Le développement approche manifestement du dénouement. Comme dénouement, il ne peut y avoir que l'établissement d'une dictature fasciste, dans les premiers temps pré-fasciste (bonapartiste) de type militaire, ou la victoire du prolétariat. Je ne pense pas que nous soyons là-dessus en désaccord avec vous. Je ne pense pas non plus qu'il y ait un désaccord quant aux délais : un an ou deux, selon moi, c'est le délai *maximum* qui reste jusqu'au dénouement « définitif », c'est-à-dire irréparable pour de longues années.

Ce qui peut sauver la situation en France, c'est la création d'une véritable organisation révolutionnaire de quelques milliers d'hommes comprenant clairement la situation, complètement affranchie de l'influence de l'opinion publique bourgeoise et petite-bourgeoise (« socialiste », « anarcho-syndicaliste », etc.) et disposée à aller jusqu'au bout. Une telle avant-garde saura trouver le chemin des masses. Dans les dix ou quinze dernières années nous avons vu plus d'une fois comment, sous les coups de grandioses événements, tombent en

¹ Rappelons que depuis juin Marceau Pivert était le principal dirigeant d'un nouveau parti, le P.S.O.P., né d'une scission à gauche de la S.F.I.O.

² Cf., pour « *Où va la France ?* », L. Trotsky, *Le Mouvement communiste en France*, pp. 448-475 et *Où va la France*, ed. 78. On trouvera « Encore une fois, où va la France » dans *Œuvres*. 5, pp. 148-214. Le premier de ces textes est de 1934, le second de 1935, et ils ont été réunis dans une brochure publiée en 1936.

poussière les grands partis traditionnels et leurs groupements, dans le genre du Front de Fer (sans fer), du Front populaire (sans peuple) etc. Ce qui ne se brise pas ni ne tombe en poussière, c'est uniquement ce qui a été soudé par *des idées révolutionnaires claires, précises, intransigeantes*.

Je n'ai pas la possibilité de suivre de près l'activité de votre parti, je ne connais pas sa composition intérieure et c'est pourquoi je m'abstiens de prononcer une appréciation. Mais je connais les autres partis du bureau de Londres, lesquels existent depuis bien plus d'un an. Je me demande : votre parti peut-il aborder de grandioses tâches la main dans la main avec Fenner Brockway, Walcher, Sneevliet, Brandler et autres vénérables invalides qui non seulement n'ont en rien démontré leur capacité de s'orienter dans les événements révolutionnaires, mais au contraire ont démontré à plusieurs reprises leur incapacité absolue dans l'action révolutionnaire et, les années suivantes, leur incapacité non moins absolue d'apprendre quoi que ce fût de leurs propres erreurs ? Le meilleur groupe parmi eux fut le P.O.U.M. Mais n'est-il pas clair que l'effroi du P.O.U.M. devant l'opinion publique petite-bourgeoise de la II^e et de la III^e Internationale et surtout des anarchistes, fut l'une des principales causes de l'effondrement de la révolution espagnole ?

De deux choses l'une. Ou bien le prolétariat français, trompé et affaibli par Blum, Thorez, Jouhaux et compagnie, sera pris à l'improviste et écrasé sans résistance, comme le prolétariat d'Allemagne, d'Autriche et de Tchécoslovaquie... Mais inutile de faire des calculs sur la base de cette variante : la prostration servile ne réclame aucune stratégie. Ou bien, dans cette période qui reste, l'avant-garde du prolétariat français relèvera encore la tête, rassemblera autour d'elle les masses et se trouvera capable tant de résister que d'attaquer. Mais cette variante suppose un tel essor des espoirs des masses, de leur confiance en elles, de leur passion, de leur colère contre l'ennemi, que tout ce qui est moyen, intermédiaire, informe, sera rejeté à l'écart et dissipé au vent. Seuls des révolutionnaires disposés à aller jusqu'au bout sont capables de diriger une véritable insurrection des masses, car les masses distinguent excellemment les oscillations de l'esprit de décision inébranlable. À l'insurrection des masses, il faut une ferme direction. Et sans insurrection, la catastrophe est inévitable et dans un délai très court.

Je ne vois pas d'autre voie à la formation immédiate d'une avant-garde révolutionnaire en France que l'unification de votre parti et de la section de la IV^e Internationale. Je sais qu'entre les deux organisations se mènent des pourparlers sur la fusion et loin de moi l'idée de m'immiscer dans ces pourparlers ou de donner d'ici des conseils concrets. J'aborde la question d'un point de vue plus général. Le fait que les pourparlers durent et traînent me semble être une circonstance extrêmement alarmante, le symptôme d'une discordance entre la situation objective et l'état des esprits dans les rangs les plus avancés de la classe ouvrière. Je serais heureux d'apprendre que je me trompe.

Vous portez une grande responsabilité, camarade Pivert, fort semblable à la responsabilité qui pesait sur Andrés Nin³ dans les premières années de la révolution espagnole. Vous pouvez donner aux événements une grande impulsion vers l'avant. Mais vous pouvez aussi jouer le rôle fatal de frein. Dans des moments de crise politique aiguë, l'initiative indi-

³ Andrés Nin Pérez (1892-1937), ancien dirigeant de la C.N.T., puis de l'I.S.R. à Moscou, avait dirigé jusqu'en 1935 la *Izquierda comunista* et avait été longtemps camarade d'idées et personnellement lié à Trotsky. La rupture avait été totale, non, comme on le répète trop souvent, au moment de la fondation du P.O.U.M., mais quand ce dernier, dont il était secrétaire, avait appuyé le bloc des gauches aux élections de 1936.

viduelle est capable d'exercer une grande influence sur la marche des événements. Il est seulement nécessaire de se décider fermement à une chose : *aller jusqu'au bout*.

J'espère que vous apprécierez à leur juste valeur les motifs qui m'ont guidé en vous écrivant cette lettre et je vous souhaite chaleureusement le succès dans la voie de la révolution prolétarienne.

Lénine et la Guerre impérialiste

(30 décembre 1938)

Article (T 4496) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library

« L'Histoire nous apprend, écrivait Lénine en 1916, qu'après la mort des dirigeants révolutionnaires les plus populaires auprès des classes opprimées, leurs ennemis s'efforcent de s'emparer de leurs noms pour tromper ces classes opprimées. » C'est envers Lénine lui-même que l'Histoire s'est montrée le plus cruelle en faisant de lui l'objet de ce type de manœuvre.

La doctrine officielle qui a cours aujourd'hui au Kremlin, et la politique de l'Internationale communiste en ce qui concerne l'impérialisme et la guerre, foulent aux pieds les conclusions auxquelles Lénine était parvenu et auxquelles il avait amené le parti au cours des années 1914 à 1918.

La première question qui s'est posée dès le début des hostilités a été la suivante : dans les pays impérialistes, les socialistes doivent-ils endosser la politique de « défense de la patrie » ? Le débat n'était pas de savoir si un militant socialiste isolé devait ou non remplir ses obligations militaires : il n'y avait pas pour lui d'échappatoire – la désertion n'est pas la politique des révolutionnaires – mais de savoir si le parti socialiste devait voter les crédits de guerre, renoncer à lutter contre le gouvernement, faire de la propagande pour la politique de « défense de la patrie ». Lénine répondait : non, le parti socialiste ne doit pas faire cela, il n'en a pas le droit ; non pas parce qu'il s'agit de la *guerre*, mais parce qu'il s'agit d'une *guerre réactionnaire*, d'une empoignade entre esclavagistes pour le repartage du monde.

La formation d'États nationaux sur le continent européen a embrassé la période qui a commencé, en gros, avec la grande révolution française, et s'est achevée avec la guerre franco-prussienne (1870-1871). Au cours de ces quatre-vingts années dramatiques, les guerres ont eu un caractère avant tout national. La guerre pour la fondation ou la défense de l'État national, indispensable au développement des forces productives et de la culture, avait à cette époque un caractère historique profondément progressiste. Non seulement il était possible, pour les révolutionnaires, d'apporter leur soutien politique aux guerres nationales, mais ils avaient l'obligation de le faire.

De 1871 à 1914, le capitalisme européen n'atteint pas seulement son plein épanouissement, il se dépasse, il se transforme en capitalisme monopoliste ou impérialiste. « L'impérialisme, c'est le stade qu'atteint le capitalisme, lorsque étant parvenu au bout de ses possibilités, il entre en décadence. » La cause de sa décadence tient à ce que les forces productives se trouvent singulièrement à l'étroit dans le cadre de la propriété privée, comme dans le cadre des frontières des États nationaux. L'impérialisme tend à partager et à repartager le monde. Les guerres impérialistes prennent la relève des guerres nationales. Elles ont un caractère totalement réactionnaire, où s'expriment l'absence d'issue, le marasme, la putréfaction du capitalisme monopoliste.

Cependant, le monde reste hétérogène à l'extrême. L'impérialisme agressif des nations avancées ne peut exister que parce que notre planète compte des nations arriérées, des peuples opprimés, des pays coloniaux et semi-coloniaux. La lutte des peuples opprimés pour l'unité nationale et pour l'indépendance a, d'un double point de vue, un caractère pro-

gressiste : d'une part, elle prépare pour eux-même des conditions de développement plus favorables; d'autre part, elle porte des coups à l'impérialisme. De là découle, en particulier, que, dans la lutte entre une république impérialiste démocratique et civilisée et une monarchie barbare et arriérée régnant dans un pays colonial, les socialistes seront entièrement du côté du pays opprimé, malgré la monarchie, contre le pays oppresseur, malgré sa « démocratie ».

L'impérialisme dissimule ses objectifs, à savoir la conquête de colonies, de marchés, de sources de matières premières, de zones d'influence, derrière les idées de « défense de la paix contre les agresseurs », de « défense de la patrie », « défense de la démocratie », etc. Ces idées sont totalement mensongères. Le devoir d'un socialiste n'est pas de les soutenir, mais de les démasquer aux yeux du peuple. « La question de savoir quel camp a, le premier, commis un acte d'agression ou déclaré la guerre n'a aucune espèce d'importance, lorsqu'il s'agit de définir la tactique des socialistes. Les phrases sur la défense de la patrie, la résistance à l'invasion ennemie, la guerre défensive, sont, de la part des deux camps, une tromperie complète envers le peuple. » ... « Pendant des dizaines d'années, expliquait Lénine, trois brigands (les bourgeoisies et les gouvernements de l'Angleterre, de la Russie et de la France) se sont armés pour le pillage de l'Allemagne. Est-il surprenant que deux des brigands aient attaqué avant que tous trois aient pu se saisir des armes nouvelles qu'ils avaient commandées? » C'est la réalité objective de la guerre qui a une importance décisive pour le prolétariat (quelle classe mène la guerre, au nom de quels objectifs?), et non pas les ruses d'une diplomatie qui parviendra toujours à présenter l'ennemi comme l'agresseur aux yeux du peuple. Les références des impérialistes aux mots d'ordre de démocratie et de culture ne sont qu'un énorme mensonge : « ...La bourgeoisie allemande dupe la classe ouvrière et les masses laborieuses lorsqu'elle affirme qu'elle ne fait la guerre que... pour la liberté et la culture, que pour la libération des peuples opprimés par le tsarisme... Les bourgeoisies anglaise et française trompent la classe ouvrière et les masses laborieuses lorsqu'elles soutiennent qu'elles font la guerre contre le militarisme et le despotisme allemands. »

Aucune superstructure politique ne peut changer les fondements économiques réactionnaires de l'impérialisme. La superstructure est au contraire subordonnée aux fondements. « De nos jours, il serait ridicule de songer à une bourgeoisie progressiste, à un mouvement bourgeois progressiste. La vieille « démocratie » bourgeoise... est devenue réactionnaire. » Cette appréciation de la « démocratie » impérialiste est la pierre angulaire de toute la conception léniniste.

Puisque la guerre est faite par les deux camps impérialistes, non pour la défense de la patrie et de la démocratie, mais pour le repartage du monde et des colonies, les socialistes n'ont pas le droit de préférer les brigands de l'un des camps à ceux de l'autre. Il serait absolument vain d'essayer de « définir du point de vue du prolétariat international quel serait le moindre mal pour le socialisme, lequel des deux camps engagés dans la guerre devrait, de ce point de vue, être vaincu ». Dès les premiers jours de septembre 1914, Lénine caractérisait ainsi le contenu de la guerre pour chacun des pays impérialistes et pour tous leurs alliés : « Une lutte pour la conquête des marchés et le pillage des autres pays, la tentative de casser, dans chaque pays, le mouvement révolutionnaire du prolétariat et de mettre fin à la démocratie, la tentative de duper, diviser, de briser les prolétaires de tous les pays en lançant les esclaves salariés d'une nation contre ceux d'une autre nation,

dans l'intérêt de la bourgeoisie : tel est le seul véritable contenu de la guerre et son but. » Comme on est loin de la doctrine mise à la mode par Staline, Dimitrov¹ et Cie !

La politique « d'unité nationale » revêt, encore plus en temps de guerre qu'en temps de paix, un contenu de soutien à la réaction et à la perpétuation de la barbarie impérialiste. Le refus d'apporter ce soutien – ce qui est le devoir élémentaire d'un socialiste – n'est cependant que l'aspect négatif et passif de l'internationalisme. La tâche du parti du prolétariat, c'est de « développer, sous tous ses aspects, la propagande pour la révolution socialiste, parmi la troupe comme sur le théâtre des opérations, et d'expliquer la nécessité de tourner les armes, non contre ses frères, esclaves salariés des autres pays, mais contre les gouvernements et partis réactionnaires de tous les pays. Il est absolument nécessaire, pour mener cette propagande dans toutes les langues, d'organiser des cellules et groupes clandestins parmi les soldats de tous les pays. Il faut mener une lutte sans merci contre le chauvinisme et le « patriotisme » des petits-bourgeois et des bourgeois de tous les pays, sans exception ».

Mais la lutte révolutionnaire, en temps de guerre, peut provoquer la défaite du gouvernement de son propre pays. Lénine ne redoute pas cette conséquence. « Dans chaque pays, la lutte contre son propre gouvernement qui mène une guerre *impérialiste* ne doit pas s'arrêter parce que la propagande révolutionnaire pourrait causer la défaite de ce pays. » Et c'est bien là que se situe la théorie dite du « défaitisme ». Des ennemis malhonnêtes se sont efforcés d'en traduire que Lénine aurait accepté une collaboration avec l'impérialisme étranger pour vaincre la réaction nationale. En réalité, ce dont il s'agit, c'est de la lutte parallèle des ouvriers de tous les pays contre leur propre impérialisme, leur ennemi principal et direct. « Pour nous, Russes, du point de vue des intérêts des masses laborieuses et de la classe ouvrière de Russie – écrivait Lénine à Chliapnikov² en octobre 1914 – il ne fait absolument aucun doute que le moindre mal serait, aujourd'hui et tout de suite, la défaite du tsarisme dans cette guerre... »

On ne peut combattre la guerre impérialiste avec des lamentations sur la paix, comme le font les pacifistes. « Le pacifisme et les sermons abstraits sur la paix constituent une des formes de duperie de la classe ouvrière. A l'époque du capitalisme, et en particulier au stade impérialiste, la guerre est inévitable. » Une paix conclue par les impérialistes ne sera qu'un répit avant une nouvelle guerre. Seule la lutte révolutionnaire des masses contre la guerre et contre l'impérialisme qui l'a engendré peut réellement assurer la paix. « Sans révolutions, la prétendue paix démocratique n'est qu'une utopie petite-bourgeoise. »

La lutte contre les illusions pacifistes qui endorment et affaiblissent les masses est un élément très important de la doctrine de Lénine. Il rejette avec une hargne toute particulière la revendication du « désarmement », qui est une évidente utopie à l'époque impérialiste, propre seulement à détourner la pensée des travailleurs de la nécessité de leur propre armement. « Une classe opprimée qui ne s'efforcerait pas d'apprendre le maniement des armes, de posséder des armes, mériterait seulement d'être traitée comme une classe d'esclaves. » Et plus loin : « Nous devons avoir pour mot d'ordre l'armement du prolétariat,

¹ Georgi Dimitrov (1882-1949), dirigeant des syndicats et du parti social-démocrate « tesnjak » bulgare, avait été le héros du procès de l'incendie du Reichstag en 1933 à Leipzig et, se faisant accusateur, avait mis les nazis en sérieuse difficulté. Il avait été acquitté et, plus tard, « échangé » avec l'U.R.S.S. Porté en 1934 à la tête de l'I.C. il en avait assumé la direction pendant l'année de son tournant en 1935 et notamment au 7^e (et dernier) congrès.

² Le vieux-bolchevik Aleksandr G. Chliapnikov (1883-1943) ouvrier métallurgiste, avait été envoyé par le C.C. en Russie et dirigea le parti à Pétrograd jusqu'à la révolution de février.

pour vaincre, pour exproprier et désarmer la bourgeoisie. Ce n'est qu'alors, lorsque le prolétariat aura désarmé la bourgeoisie, qu'il pourra mettre au rancart toutes ses armes. »... D'où la conclusion que Lénine tire dans des dizaines d'articles : « Le mot d'ordre de « paix » n'est pas juste ; le mot d'ordre doit être : transformer la guerre nationale en guerre civile. »

La majorité des partis ouvriers des pays capitalistes avancés se sont, dans la guerre, rangés aux côtés de leur bourgeoisie Lénine a stigmatisé leur position comme *social-chauvinisme* : socialisme en paroles, chauvinisme dans les faits. La trahison de l'internationalisme n'est pas tombée du ciel, elle est le prolongement inévitable de la politique d'adaptation des réformistes. L'opportunisme et le social-chauvinisme ont le même contenu idéologique et politique : « la collaboration de classe substituée à la lutte des classes, le refus des moyens révolutionnaires de lutte, l'aide apportée à « son » gouvernement en situation difficile, au lieu de l'utilisation de ses difficultés pour la révolution ».

La dernière période d'essor capitaliste avant la guerre (1909-1913) a lié étroitement les couches supérieures du prolétariat à l'impérialisme. L'aristocratie ouvrière et la bureaucratie ouvrière ont reçu des miettes substantielles de la manne des super-profits que l'impérialisme a tiré des colonies et des pays arriérés en général. Leur patriotisme était donc dicté par l'intérêt direct qu'elles puisaient dans la politique de l'impérialisme. Pendant la guerre, qui a mis à nu toutes les relations sociales, « l'union avec la bourgeoisie, les gouvernements, les états-majors, a donné une force énorme aux opportunistes et aux chauvins ».

Le courant le plus large du socialisme, celui qu'on appelle le centre (Kautsky et consorts), qui hésitait, en temps de paix, entre le réformisme et le marxisme, est presque tout entier tombé dans le piège du social-chauvinisme, tout en se dissimulant derrière un discours pacifiste général. En ce qui concerne les masses, elles ont été prises au dépourvu, et trompées par l'appareil qu'elles avaient elles-mêmes créé au cours des décennies passées. Ayant donné une appréciation sociologique et politique de la bureaucratie ouvrière et de la II^e Internationale, Lénine ne s'arrête pas à mi-chemin. « L'unité avec les opportunistes, c'est l'alliance des ouvriers avec « leur » bourgeoisie nationale et la division de la classe ouvrière révolutionnaire internationale. » De là, il conclut à la nécessité pour les internationalistes de rompre avec les social-chauvins. « Il est impossible de réaliser l'unité internationale des ouvriers si l'on ne rompt pas résolument avec l'opportunisme... » et également avec le centrisme, « ces courants bourgeois du socialisme ». Il faut changer le nom même du parti. « N'est-il pas préférable de rejeter le nom sali et avili de « social-démocrate » et de revenir au vieux nom marxiste de « communiste » ? » Il est temps de rompre avec la II^e Internationale et de construire la III^e.

Qu'est-ce qui a changé en un peu plus de vingt ans ? L'impérialisme a pris un caractère encore plus violent et oppressif. Le fascisme est son expression la plus achevée. Les démocraties impérialistes se sont abaissées de quelques degrés et naturellement, organiquement, elles passent au fascisme. Le joug colonial devient d'autant plus insupportable que l'aspiration des peuples opprimés à l'indépendance nationale devient plus forte. Autrement dit, tous les traits qui ont fondé la théorie de Lénine sur la guerre impérialiste ont aujourd'hui un caractère incomparablement plus monstrueux et plus aigu.

Les com-chauvins se réfèrent, il est vrai, à l'existence de l'U.R.S.S. qui provoque en quelque sorte un bouleversement complet dans la politique du prolétariat international. A cela on peut répondre en bref : avant la naissance de l'U.R.S.S. il y avait des nations op-

primées, des colonies, etc. dont la lutte était également digne d'être soutenue. S'il avait été possible de soutenir les mouvements révolutionnaires et progressistes étrangers en apportant une aide à sa propre bourgeoisie impérialiste, alors la politique du social-patriotisme serait juste dans son principe. Alors il n'y aurait eu aucune raison de construire la III^e Internationale. Voilà pour un aspect du problème, mais il y en a un autre. L'U.R.S.S. existe depuis vingt-deux ans. Pendant dix-sept ans, les principes énoncés par Lénine sont restés en vigueur. La politique com-chauvine a été définie il y a tout au plus quatre ou cinq ans. La référence à l'existence de l'U.R.S.S. n'est donc qu'une couverture hypocrite.

Si Lénine, il y a un quart de siècle, a stigmatisé comme social-chauvins et social-traîtres les socialistes passés au côté de leur impérialisme national sous prétexte de défense de la culture et de la civilisation et de la démocratie, la politique actuelle apparaît, du point de vue des principes de Lénine, d'autant plus criminelle. Il est aisé d'imaginer comment Lénine qualifierait les chefs actuels de l'Internationale Communiste qui ont ressuscité tous les sophismes de la II^e Internationale dans une situation de décomposition encore plus profonde de la civilisation capitaliste.

C'est un funeste paradoxe que de voir les tristes épigones de l'Internationale communiste, qui ont fait de son drapeau un chiffon sale servant à cirer les bottes de l'oligarchie du Kremlin, qualifier de « renégat » celui qui reste fidèle à la doctrine du fondateur de l'Internationale communiste. Lénine avait raison : les classes dominantes ne se contentent pas de persécuter les grands révolutionnaires de leur vivant, elles se vengent d'eux d'une manière encore plus raffinée après leur mort, en s'efforçant d'en faire des icônes, destinées à maintenir « l'ordre ». Bien entendu, nul n'est obligé de se placer sur le terrain des enseignements de Lénine. Mais bafouer ces enseignements et les tourner en leur contraire, cela, nous, ses élèves, nous ne le permettrons à personne !

Au Pilon !

À propos du dernier congrès de la C.G.T. Mexicaine (31 décembre 1938)

Article (T 4418) traduit du castillan, avec la permission de la Houghton Library.

Si quelqu'un avait eu la moindre illusion sur le caractère de la direction de la C.G.T.¹, le dernier congrès de cette organisation la lui aurait enlevée. Si quelqu'un, hier encore, pouvait espérer que la direction de la C.G.T. était capable d'évoluer dans un sens progressiste, il faudrait aujourd'hui tirer un trait sur ces espérances. M. Ramirez² – et ses compères ont démontré avec une franchise louable toute la profondeur de leur dégénérescence et de leur chute. Il n'existe pas dans le langage politique de termes qui conviennent pour caractériser aujourd'hui la physionomie politique de cette clique. Avant la campagne électorale qui approche et les enjeux et prébendes qui y sont liés, les chefs de la C.G.T. ont, tout d'un coup, abandonné leur « anarchisme » et leur « internationalisme » de Mardi Gras pour s'unir à l'État bourgeois nationaliste. Sous le prétexte de lutter contre le stalinisme, ils ont livré une organisation ouvrière à la pire réaction bourgeoise qui s'est mise au service de l'impérialisme étranger. Pour les magnats du pétrole et autres capitalistes, Ramirez agit ouvertement aujourd'hui comme un agent de second ordre. Personne n'a rendu ni ne pouvait rendre un plus grand service à Lombardo Toledano et, de façon générale, à toute l'agence stalinienne que celui que leur a rendu la clique des dirigeants de la C.G.T.

L'écrasante majorité des membres ouvriers de cette organisation n'a bien évidemment pas la moindre idée de l'intrigue de trahison qui a été ourdie dans son dos. Les ouvriers ne sont que les victimes des machinations personnelles et fractionnelles de messieurs les « chefs ». Cela rend plus criminel et honteux le virage réactionnaire qui est arrivé à son apogée au dernier congrès de la C.G.T. et qui a ouvert une ère de prostitution politique authentique et débridée.

Les calomniateurs du camp stalinien font courir le bruit que la IV^e Internationale et les groupes qui sont proches d'elle cherchent à constituer un bloc politique avec les sommets de la C.G.T. Nous repoussons cette calomnie, comme toutes les autres, avec un dégoût compréhensible. Le devoir élémentaire du marxiste révolutionnaire consiste à effectuer un travail systématique dans les organisations de masse du prolétariat et en premier lieu les syndicats. Ce devoir est valable pour le C.T.M., la C.G.T. et toutes les organisations syndicales en général. Mais un travail persévérant à l'intérieur des syndicats, l'éducation de ses militants de base dans l'esprit du marxisme révolutionnaire sont aussi éloignées de la poli-

¹ En mai 1918, le congrès ouvrier national du Mexique avait fondé une nouvelle centrale, la C.R.O.M. (*Confederación Regional Obrera Mexicana*), qu'animait essentiellement Luis N. Morones. Elle allait connaître sa première scission en 1919, la majorité ayant décidé d'appuyer la formation d'un *Partido Laborista*. La minorité, proclamant sa fidélité à l'« apolitisme » d'inspiration libertaire, scissionnait et fondait la C.G.T. (*Confederación General de Trabajadores*) qui, après une brève collaboration, rompit définitivement avec le P.C. en 1922. Le nouveau syndicat s'inscrivait dans la tradition mexicaine de la « *Casa del Obrero mundial* ». Il évolua cependant très vite à droite en 1935-1936, et tourna le dos à son anti-électorisme, au moment même où Diego Rivera rêvait de l'intégrer dans un nouveau mouvement de classe.

² Julio Ramirez était le nouveau dirigeant de la C.G.T.

tique du bloc aventuriste avec les chefs syndicaux corrompus que l'est le ciel de la terre. Qui donne un doigt au diable risque d'y perdre sa main ! Mais il n'existe pas un seul marxiste révolutionnaire qui donne, ne disons pas un doigt, mais même pas un bout d'ongle à l'actuelle clique dirigeante de la C.G.T. Une lutte implacable contre elle, devant la classe ouvrière, est le devoir révolutionnaire élémentaire. M. Ramírez et ses compères doivent être cloués pour toujours au pilori par l'avant-garde prolétarienne.

La clique de Toledano-Laborde organise des persécutions physiques contre la C.G.T. : attaques contre ses locaux et ses réunions, sabotage technique des transmissions de radio, etc. Cette sorte de gangstérisme, introduit dans le mouvement ouvrier mondial par Staline, n'a rien de commun avec une véritable lutte contre la réaction : il n'est qu'un des moyens ordinaires par lesquels les différentes cliques de la bureaucratie ouvrière ont l'habitude de régler entre elles leurs comptes. Le travail de la politique révolutionnaire ne consiste pas à empêcher mécaniquement un chef syndical de s'exprimer, mais à enseigner aux masses la méfiance vis-à-vis des chefs réactionnaires et à les chasser.

Il est impossible de ne pas relever une fois de plus que les staliniens, à l'instar de leur maître, emploient à leurs fins, de façon de plus en plus impudente et ouverte, toutes sortes de formes de répression « totalitaire » ; mais, étant donné qu'au Mexique ils n'ont pas le pouvoir, ils sont obligés de se limiter à la lutte à l'intérieur de la classe ouvrière. Les méthodes totalitaires dans l'État *bourgeois*, c'est-à-dire dans une société basée sur la propriété privée, ne sont pas autre chose que du *fascisme*. En ce sens, les procédés de Toledano-Laborde ouvrent la voie à la dictature fasciste. Toutes les restrictions à la démocratie dans la société bourgeoise retombent en fin de compte de tout leur poids sur la classe ouvrière. Les véritables précurseurs du fascisme au Mexique, ce ne sont pas seulement Ramírez, agent de la réaction ouverte, mais aussi les staliniens Laborde et Toledano. Il n'y a pourtant aucune raison de croire qu'ils trouveraient l'absolution sous la dictature fasciste qu'ils préparent. Non, dans le cas d'une victoire de cette dernière, ils se retrouveront dans un camp de concentration... s'ils ne prennent pas la fuite à temps. Une fois dans un camp de concentration, ils comprendront enfin peut-être la signification des avertissements que nous leur avons donnés.

Une leçon de plus

À propos de la conférence de Lima

(31 décembre 1938)

Article (T 4497), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

L'accouchement pénible de la résolution dite de solidarité à Lima était à peine terminé au moment où ce numéro va sous presse. Nous ne sommes donc pas en mesure de donner ici une analyse détaillée de la conférence panaméricaine¹. Nous le ferons dans notre prochain numéro. Nous nous bornons ici en toute hâte à quelques conclusions sommaires, mais inébranlables et en même temps instructives.

L'Amérique latine est un point d'appui absolument indispensable pour l'agression mondiale des États-Unis. Il ne s'agit donc pas pour la Maison Blanche de défendre la démocratie de l'Amérique, mais de défendre l'Amérique comme telle pour les États-Unis. Les groupements entre les pays d'Amérique latine vis-à-vis des États-Unis n'ont rien eu à voir avec la ligne de démarcation entre la démocratie et le fascisme. Ce sont la position géographique et stratégique et les intérêts commerciaux, non la forme politique, qui ont déterminé l'attitude de chaque pays envers les exigences pieuses et hypocrites de Cordell Hull², lequel avait pour lui certaines dictatures parmi les plus brutales et contre lui des pays qui s'approchent de la « démocratie ».

Il est évident que la politique de Roosevelt, c'est-à-dire celle de l'impérialisme amical et souriant, a fait faillite, ce qui est un complément bien naturel à la faillite du New Deal dans la politique intérieure des États-Unis. La conclusion qu'en tirera, qu'en a tirée déjà le Capital américain, est claire : on ne peut rien obtenir de sérieux par des concessions aux ouvriers dans la vie intérieure ni par des concessions aux peuples « barbares » dans le domaine de la politique extérieure. Le formidable programme d'armements des États-Unis donne un relief éloquent à la défaite diplomatique de Cordell Hull à Lima.

Pour le Nouveau Monde aussi, il va s'ouvrir une époque de fer. Pas d'illusions ! Pas de leurres pacifistes ! C'est seulement par la lutte révolutionnaire que les peuples latino-américains, comme le prolétariat des États-Unis, pourront assurer leur émancipation.

¹ La 8^e conférence panaméricaine s'était tenue au Pérou, à Lima, du 9 au 27 décembre 1938. La déclaration résultait d'un compromis entre Londres et Washington dont les intérêts s'affrontaient sur le continent latino-américain.

² Cordell Hull (1871-1955), juge, puis député (1907-1921. 1923-1931), sénateur (1931-1933), avait été choisi comme secrétaire d'État aux affaires étrangères par le président Roosevelt.